

Le "LIB" saisi parce qu'il disait

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Cinquante-sixième année. — N° 405
JEUDI 18 NOVEMBRE 1954
HEBDOMADAIRE. — Le N° : 20 Frs

SECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LIBERTAIRE
Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE
RÉDACTION-ADMINISTRATION : 145, quai de Valmy, Paris (10°)
G.C.P. R. JOULIN — PARIS 5561-76

ABONNEMENTS
FRANCE-COLONIES : 52 n° : 1.000 fr.
26 n° : 500 fr. ; 13 n° : 250 fr.
AUTRES PAYS : 52 n° : 1.250 fr.
26 n° : 625 fr.
Pour tout changement d'adresse joindre
30 francs et la dernière bande

la vérité

NOUS NE NOUS TAIRON PAS !

Face à l'atroce répression

LES nouvelles qui ont pu nous parvenir ces jours derniers malgré le « ratissage » du courrier n'ont fait que confirmer ce que nous annoncions dans notre numéro précédent saisi par les soins de la police. Ces nouvelles éclairent d'une façon éclatante les semi-aveux de la presse bourgeoise qui après avoir méprisé les « terroristes » reconnaît que la lutte sera dure et longue, que les « fellaghas » qui tiennent l'Algérie sont solidement armés et organisés. Cela confirme en particulier les précisions que nous donnions dans l'article où nous expliquions pourquoi et comment les groupes étaient armés sans qu'il soit besoin de faire intervenir les appuis de l'étranger.

L'opération « Peigne fin » qui a été déclenchée dans l'Aurès n'a jusqu'ici donné aucun résultat. On nous a parlé de l'acrobacie sérieuse qui aurait fait 2 ou 3 morts et blessés de part et d'autre, mais comment vérifier alors que les communiqués reconnaissent que morts et blessés sont emportés ? Naturellement les témoignages de loyalisme affluent au gouvernement général de la part des populations (on sait comment sont fabriqués ces témoignages) !

Mais alors que la presse colonialiste avait monté en épingle la mort d'une institutrice tuée dans des circonstances bien particulières (elle se trouvait dans la même voiture que le caïd, personnage seul visé, et nous avions donné

un article détaillé à ce propos dans notre numéro saisi), on oublie de dire qu'un obus lancé par les « forces de l'Ordre » est tombé sur une école à Yabouh !

86 dépôts de bombes ont été découverts dont le plus important dans un puits d'un village de la banlieue d'Alger, mais il faut savoir que les policiers en perquisitionnant apportent souvent eux-mêmes bombes et armes de guerre. C'est le procédé utilisé pour justifier la terreur contre le M.T.L.D. Son secrétaire général l'a précisé dans sa déclaration.

Tous ceux qui sont arrêtés passent aux aveux : tortures. Rappelons que Moulay Merbach, secrétaire du M.T.L.D.,

n'a été placé sous dépôt que sept jours après son arrestation et un dirigeant des scouts musulmans quatre jours après son arrestation. De temps en temps, les « forces de l'Ordre » font quelques cartons sur les habitants transformés pour la circonstance en hors-la-loi ou en chefs afin d'alimenter le communiqué et de calmer l'impatience des colons, chez lesquels l'atmosphère n'a jamais été plus favorable au « ratissage » et même aux massacres comme ceux de 45 dans le Constantinois. Mais ils ont accepté d'attendre car ils font confiance à Mendès qui est leur homme ; la Fédération des Maires n'a-t-elle pas félicité le gouvernement pour la rapidité avec laquelle les renforts sont arrivés ?

Mais le massacre par milliers des musulmans peut se déclencher avec la complicité de Mendès-Mitterrand. Et cela malgré le calme extraordinaire que montre la population musulmane, non parce qu'elle approuve Mendès mais parce qu'elle veut déjouer toutes les provocations.

La classe ouvrière, l'avant-garde révolutionnaire ne peut se contenter de l'attitude de la C.G.T. algérienne se limitant à envoyer des délégations au préfet qui ne les reçoit jamais d'ailleurs, ou de l'attitude douteuse du P.C. algé-

FONTENIS.
(Suite page 2, col. 6.)

● La campagne contre la répression en Algérie et en Afrique du Nord.
● La campagne contre les mesures de force prises à l'encontre de la F.C.L. et du LIBERTAIRE.

nécessitent D'ENORMES MOYENS FINANCIERS

SOUSCRIVEZ

C.C.P. R. Joulin, 5561-76, Paris
Adhérez à la F.C.L.
145, quai de Valmy, Paris-10°

(Suite page 2, col. 3.)

L'ALGERIE ET LA FRANCE

Problème politique ou économique ? M. Mitterrand, ministre de l'Intérieur, pense que l'Algérie est constituée par trois départements français. Il se refuse à considérer qu'il existe là-bas, un problème politique spécial, problème attaché au colonialisme et à la présence de colonisateurs. Il accepte tout au plus que se pose en Algérie un problème social absolument détaché du moindre contenu politique.

M. Mitterrand, armé des textes officiels, a étudié le problème algérien comme il aurait étudié le problème breton si toutefois les Bretons étaient autonomistes. Ce qui est impensable.

Le ministre a raisonné ainsi sans toutefois croire beaucoup à ce qu'il disait. Il a seulement obéi à un certain nombre d'intérêts !

Un peu d'histoire

Les Français, après les discours et déclarations du ministre ont sans doute ouvert un livre d'histoire pour se rendre compte par eux-mêmes du sérieux de l'information qui leur était donnée.

Qu'ont-ils lu ?

Ils ont lu que le 14 juin 1830 les forces françaises avaient débarqué par

surprise « sans déclaration de guerre » à Sidi-Ferruch et que 21 jours plus tard, le 5 juillet, elles étaient à Alger. Les Algériens avaient résisté mais avec un armement dénué...

L'invasion complète du pays allait peu à peu se poursuivre sous la direction de Bugeaud. On assiste alors à une guerre d'extermination. L'action menée est excellemment résumée par le général Bernard ministre de la guerre en 1833 :

« Il faut se résigner à refouler au loin, à exterminer, la population indigène. Le ravage, l'incendie, la ruine de l'agriculture sont peut-être les seuls moyens d'établir solidement notre domination ». Le 23 décembre 1847, dix-sept ans après le débarquement d'Abdel Kader se rend, l'Algérie est colonie française.

Des insurrections nationales en 1871, 1881, 1886, 1902, 1916, 1945 vont prouver aux colonialistes que le peuple algérien n'abdiquait pas et poursuivait son combat libérateur.

Trois départements français ?

Le colonialisme évoluait pendant ce temps. Il joignait toujours la force et la ruse pour assurer sa survivance.

M. MAILLÉ.

(Suite page 2, col. 3.)

Pour un Comité de lutte contre la répression colonialiste

Lettre du Comité National de la FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE à toutes les organisations et individualités anticolonialistes

FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE
COMITÉ NATIONAL
SÉCRÉTARIAT AUX RELATIONS EXTERIEURES

145, quai de Valmy, Paris (10°)
Paris, le 14 novembre

Camarades,
Vous avez appris quelles mesures de force ont été prises à notre égard.

Il nous semble que cette situation nous qualifie particulièrement pour rechercher les moyens de rendre le plus efficace possible le combat anticolonialiste.

Les informations que nous recevons d'Algérie nous font craindre qu'un massacre du même genre que celui du Constantinois en 1945, ne se renouvelle.

Nous nous proposons donc une rencontre entre les représentants de toutes les organisations anticolonialistes, afin de constituer un Comité de lutte contre la répression colonialiste qui prendrait immédiatement l'initiative d'une puissante campagne contre les menées de l'impérialisme.

Nous vous demandons, camarades, de nous répondre au plus vite afin que nous puissions convenir d'une première réunion dans un délai d'une semaine environ.

Recevez, camarades, notre salut révolutionnaire.

Pour le Comité national, Le secrétaire aux relations, M. DONNET.

MESSAGES DE SYMPATHIE

Le sort attristant de François Mitterrand

Notre camarade le poète Armand Robin, est venu spontanément nous apporter le témoignage de sa solidarité. On lira ici ce que lui a inspiré l'attitude du premier filic de France.

Le malheur atteint promptement quiconque trahit le sort commun pour se mettre hors la loi, c'est-à-dire pour entrer dans les gangs

de gouvernants. Le goût du pouvoir est le signe d'une révolte contre l'ordre naturel des choses ; chercher à commander c'est être subversif.

Daniel GUERIN

Daniel Guérin, Auteur de « Au Service des Colonisés », adresse son accord total avec le Libéraire saisi n° 404 relatif aux événements d'Algérie et adresse un message de solidarité à la F.C.L. et à ses militants poursuivis.

D'autre part, en tant que

membre du Comité directeur de l'Association France-Maghreb, il s'élève contre le silence dans lequel s'est cantonné cette organisation depuis les mesures de force prises par Mendès-Mitterrand à l'encontre du M.T.L.D. et du peuple algérien dans son ensemble.

Voyez où en est François Mitterrand : il est en train d'attraper la renommée d'un Gallifet. Ce qui lui arrive avec les affaires d'Algérie est ce que son pire ennemi n'aurait jamais osé souhaiter contre lui. Ministre de l'Intérieur, il est notre adversaire. Mais c'est de l'homme intelligent qu'il fut que nous tiendrons compte ici.

Oui ! Il était loin d'être un sot, mais une ambition dévorante l'a dévoré. Le voici engrené et gangrené. La fréquentation d'un certain nombre de fêles vides, genre « politiciens de gauche », l'a achevé. Pour « réussir » il a pris appui sur le vent ; de son esprit à lui rien ne lui reste. Il fallait le voir, oiseau déprimé, paraissant à la Télévision à son retour d'Orléansville, empêché d'Armand ROBIN.

(Suite page 2, col. 3.)

Les soutiens de Mendès-France en Algérie

Si vous voulez savoir ce qui se passe chez nous, relisez les aveux de la presse bourgeoise sur les événements de mai 1945, dans le Constantinois.

Les colonnes infernales

Le 8 mai 1945, à Sétif, une manifestation pacifique se déroulait. Simplement parce que derrière les

scouts musulmans flottait le drapeau algérien — vert et blanc — la police tira, la foule se défendit... Voilà comment ça commença. « Pendant un mois et demi à travers tout le département, les groupes mobiles vont ramener l'ordre. Il m'a été donné de constater l'un des premiers l'étendue du désastre, (écrit M. Sablier dans le Monde du 3 novembre)... Des exécutions sommaires frappaient le plus souvent au hasard. Les meurtres étaient déguisés ; de misérables gorbis vidés de leurs habitants comme de leur pauvre mobilier. Jour après jour l'exaspération montait. Un peu partout dans les villes des camps de barbelés « abrités » des centaines de suspects arrêtés. Sur les routes la plupart des Musulmans rencontrés tenaient les bras levés. Les colons circulaient fortement armés. Un peu partout on assistait à des « interrogatoires » publics. Le bilan précis est impossible à établir ; les victimes de l'émeute atteignent le nombre de 120. Celles de la répression, selon les témoignages les plus sûrs : 45.000 !

Les premiers responsables
Les « colonnes infernales » recommencent aujourd'hui de la même

manière : parbleu, Mendès-France était ministre de de Gaulle en 1945 ; il applique la même méthode.

Devant une telle répression le parti communiste algérien ose déclarer (8 novembre) : « L'Administration colonialiste vise à inti-

mider les Algériens qui luttent contre le régime colonial... »

« En même temps l'Administration ouvre la voie aux mesures d'exception... »

Sa conclusion ? « Renforcez l'union pour barrer la route à la répression » (!) (Suite page 2, col. 1.)

LES ÉVÉNEMENTS D'ALGERIE

Marseille et Bône

A Marseille, sans arrêt, les navires embarquent pour l'Algérie troupes, matériel, C.R.S., gardes-mobles, etc.

Si vous voulez en avoir la liste, vous la trouverez dans « L'Humanité ». Mais ce que vous ne trouverez pas dans le journal de Duclos-Fajon, c'est le moindre appel, même des syndicats ouvriers C.G.T., à ne pas aider à la répression outre-Méditerranée.

En revanche, à Bône, au moment du débarquement des parachutistes, le port a été complètement évacué ; les gardes-mobles parachutistes aux docks (tous musulmans) d'y pénétrer.

C'est qu'à Bône la direction du syndicat des dockers est assurée par des ouvriers révolutionnaires.

A Marseille, elle l'est par des Colombini, membre du Comité central du P.C.F., et autres salariés de Billoux, Molino et compagnie.

Cela montre que le parti communiste français remplace, comme parti parlementaire et capitulaire, le parti socialiste S.F.I.O. qui prend la place des radicaux ministériels !

Morale : Ne comptez que sur vous-mêmes ; remplacez les permanents installés à perpétuité par le P.C. à la tête de vos syndicats par des camarades révolutionnaires !

(Correspondant, la Joliette.)

